

PI-PE-06
98715

MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE
BUREAU DES PROJETS EDUCATION

REPUBLIQUE DU MALI
UN PEUPLE- UN BUT-UNE FOI

**SEMINAIRE NATIONAL MEDIAS
COMMUNAUTAIRES/EDUCATION
DE BASE
RAPPORT DE SYNTHESE**

PROJET DE DEVELOPPEMENT DE L'EDUCATION DE BASE

UNITED STATES AGENCY FOR INTERNATIONAL DEVELOPMENT
Bamako, Mali
1993

BASIC EDUCATION EXPANSION PROJECT
 UNITED STATES AGENCY FOR INTERNATIONAL DEVELOPMENT

COMMUNITY SUPPORT DOCUMENTS (APPUI A LA COMMUNAUTE)

<u>DATE</u>	<u>LANGUAGE</u>	<u>TITLE</u>	<u>SOURCE</u>
1992	English	STATUTES AND REGULATIONS OF THE FAEF	EPE
1991	French/English	FAEF PROCEDURES-LETTRES D'EXECUTION - PROGRAMMES	EPE
1992	French	LE DEVELOPPEMENT DES ECOLES DE BASE DANS LE DISTRICT DE BAMAKO 1ER RAPPORT	ISFRA
1992	French	LE DEVELOPPEMENT DES ECOLES DE BASE DANS LE DISTRICT DE BAMAKO 2EME RAPPORT	ISFRA
1992	French	SEMINAIRE DE PLANIFICATION DE SELINGUE	MEN
1992	French	NOTE TECHNIQUE SUR LA SITUATION DES PROJETS DE REHABILITATION DES ECOLES DU CERCLE DE KOLOKANI	EPE
1993	French	SEMINAIRE NATIONAL MEDIAS COMMUNAUTAIRES EDUCATION DE BASE, RAPPORT DE SYNTHESE	.
Jun 1993	French	CREATION D'UNE ECOLE POUR LES ENFANTS SOURDS AU MALI	AMPSOM
.	French	LES PERSPECTIVES DE DEVELOPPEMENT DES ECOLES DE BASE DU MALI	ISFRA
.	French	ROLE DES ONG EN EDUCATION DE BASE AU MALI	GPEB
Sep 1992	French	APPUI AUX ASSOCIATIONS DES PARENTS D'ELEVES	WE
1993	French	GUIDE DE FORMATION DES ASSOCIATIONS DES PARENTS D'ELEVES	WE
Aug 1993	French	RAPPORT DE MISSION SUR L'EVALUATION DU PROJET PILOTE "APPUI AUX ASSOCIATIONS DES PARENTS D'ELEVES"	WE

LEGEND

AMPSOM-	Association Malienne pour la Promotion des Sourds et Sourds-Muets
BPE -	Bureau des Projets d'Education
GPEB-	Groupe Pivot Education de Base (Bamako)
ISFRA -	Institut Supérieur de Formation et de Recherche Appliquée
WE-	World Education

USAID/MALI
EDUCATION/HUMAN RESOURCES DEVELOPMENT OFFICE
BASIC EDUCATION EXPANSION PROJECT (BEEP)

PROJET DE DEVELOPPEMENT DE L'EDUCATION DE BASE

OBJECTIF
 Améliorer la qualité, l'efficacité, et l'équité
 du système éducatif.

REGIONS CIBLES
 Koulikoro, Sikasso, Ségou, District de Bamako

FORMATION CONTINUE (BG)

Initiation Directeurs d'écoles et maîtres aux méthodes
 d'enseignement par Objectifs (OPO).
 Formation Inspecteurs et Conseillers Pédagogiques pour
 assurer formation en cascade.

SYSTEME D'INFORMATION EN GESTION (DG)

Recensement Personnel du MEN et constitution base de
 données informatisée sur les Ressources Humaines.
 Mise en place système informatisé de saisie et d'explo-
 itation des statistiques scolaires dans les DRE.

SCOLARISATION DES FILLES (KK/FND)

Etudes sociologiques sur le phénomène de la sous-scola-
 sation des filles.
 Campagnes de sensibilisation à travers les média/ONG
 locales.
 Compétition entre écoles et distribution de prix.

ASSISTANCE EN GESTION (JT)

- * Etudes sur l'amélioration de la gestion au MEN.
- * Stages de formation en gestion pour cadres au niveau
 national, régional, et local/Visites d'étude.
- * Analyse des dépenses fonctionnelles.

APPUI AUX COMMUNAUTES (IS/JT)

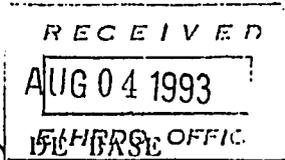
- * Financement à 75% Projets APE pour rénovation/équip-
 ement salles de classes.
- * Lancement Projet pilote "d'Ecole Complète dans la
 Région de Koulikoro. Initiation APE en Gestion.

SUIVI ET EVALUATION (YMG)

- * Suivi des interventions du Projet.
- * Test dans les écoles au moyen de grilles d'évaluation
 des maîtres et élèves.
- * Soumission à l'IPN rapports périodiques d'évaluation
 sur l'impact du Projet.

Voir P-3-4

SEMINAIRE NATIONAL
MEDIAS COMMUNAUTAIRES/EDUCATION
RAPPORT DE SYNTHESE



Les travaux du séminaire national "Médias Communautaires et Education de base" ont débuté lundi 26 juillet 1993 à la Résidence "Narhawa" de Bamako.

La cérémonie d'ouverture était placée sous la présidence du Directeur de Cabinet du Ministère de l'Education de Base M. Boubacar DIARRA et de son homologue du Ministère de la Culture et de la Communication M Moussa Sow.

Elle a réuni, en plus des officiels, l'ensemble des participants et de nombreux invités.

Cette cérémonie a été marquée au départ par le discours de motivation de la représentante de l'UNESCO Mme Christine PERONNE. Ensuite, ce fut l'allocution d'ouverture du Président de séance. Les séminaristes, après les protocoles d'usage, se retrouvèrent en plénière pour l'organisation pratique de la rencontre.

Outre les informations d'ordre général, on passa à une revue des termes de référence du présent projet UNESCO et à quelques éclairages sur les objectifs à atteindre.

Le démarrage effectif des travaux a été sanctionné par la désignation d'un Président de l'assemblée plénière, d'un rapporteur général et d'un rapporteur adjoint qui sont :

- Président : M. Moussa Soussin DEMBELE
- Rapporteur Général : M. Mohamed COULIBALY
- Rapporteur Adjoint : M. Ahmadou SANKARE

Les participants ont pour le reste de la journée eu droit à l'écoute et au débat de 4 heures de réflexion contre 3 prévus initialement, ce pour des raisons de commodité.

Le premier thème, présenté par Mme Ascofaré de la DNAFLA traitait de l'Education de Base. L'exposé a donné lieu à un riche débat. Les préoccupations exprimées ont touché le manque de collaboration soutenue entre structures d'éducation d'une part et de communication de l'autre, la problématique de l'Education de Base, le rôle des populations face à l'éducation, la place de la langue dans le processus éducatif, la définition des groupes-cibles. Des inquiétudes ont été exprimées quant à la mauvaise utilisation des médias.

A la suite des observations et recommandations enrichissantes ont été formulées. Il est apparu que l'éducation de base devrait être pour le bénéficiaire une ouverture d'accès à d'autres ouvertures, par la dispense d'un savoir élémentaire minimum. Un minimum à garantir mais qu'on ne saurait quantifier, tant il est vrai qu'il est fonction des caractéristiques de la cible retenue

(hommes ou femmes, enfants, jeunes ou adultes). D'où la nécessité d'une flexibilité de programme pour les besoins de l'adaptation. La nécessaire décentralisation pourra y contribuer par une meilleure implication des communautés bénéficiaires, pourquoi pas jusqu'à la certification du savoir transmis. Quant à la langue, elle est essentielle comme véhicule de concept, donc médium d'enseignement. La communication de son côté doit être au service de l'éducation. Cette volonté de collaboration demande à aller plus loin à des solutions pratiques, qui vont de la stratégie à la définition de programmes d'activités qui engagent les parties.

Le second thème, présenté par M. Harouna TOURE de la DNAFLA portait sur la communication et l'éducation des adultes. L'expérience singulière des communicateurs de la DNAFLA a éveillé un vif intérêt soulé par un long commentaire. Les préoccupations exprimées concernaient les critères de qualification d'un média communautaire, la hiérarchisation des moyens d'intervention, le statut de la DNAFLA et son rôle, la méthodologie et post-évaluation de ses interventions, ainsi que l'évaluation ex-post des résultats d'ensemble de cette structure.

Des réponses et contributions pertinentes ont été apportées à l'apaisement de ces questions.

La plus remarquable des recommandations est celle relative à l'autonomisation même relative de la DNAFLA, qui malgré ses contraintes statutaires actuelles peut structurellement évoluer et tirer parti des opportunités de ses prestations de service.

A ce niveau, malgré une certaine identité du CESPÀ à la DNAFLA, il est ressorti les voies d'une collaboration dans la complémentarité. Il s'est avéré que l'intervention en matière de communication de la DNAFLA est multimédia, et il n'y a pas de hiérarchisation, parce qu'elle serait arbitraire. Le médium étant conforme au type de la demande et aux spécificités ou objectifs de l'intervention. toutefois, les méthodologies d'animation et de sensibilisation, autant que les principes d'évaluation sont classiques, le CESPÀ utilisant les mêmes canevas. Cependant il n'ya pas d'évaluation globale de l'activité de la DNAFLA. Une expérience tentée en tourna court. L'évidence de l'utilité d'une telle évaluation en fait une recommandation critique.

Le troisième thème, présenté par M. Bassiriki TOURE de la DIPRESCOM, portait sur la Presse Communautaire au Mali. On aura droit aux éclairages sur les médias communautaires introduit par le précédent exposé. Des aspects pratiques des publications de Kibaru et l'objectif de ses projets ont été largement commentés.

Ce qui suscite un vif intérêt pour ce qui a pu être qualifié d'expérience malienne de média communautaire. Cependant la marginalisation, d'un certain point de vue, de cette Presse suscite

des doutes quant à son avenir. Une rélégalion qui pose la question pertinente d'enclencher une vitesse supérieure de dépassement de la Presse Rurale. N'est-on pas vite allé en besogne ? Quelle collaboration avec les médias par voie d'onde ? Quelle pertinence dans le choix des terminologies journalistiques, d'interprétation de concept ? La DNAFLA ne devrait-elle pas arbitrer sinon faire la police de l'usage des vocables d'emprunt et autres néologismes de circonstance ?

A l'image de ces nombreuses interrogations, les réactions furent multiples. Il apparait que la distribution des titres des journaux communautaires devrait être plus dynamique pour assouvir la faim de lecture des ruraux et satisfaire les besoins d'autres partenaires qui utilisent ses organes comme support pédagogique.

Cette demande en croissance est bien la preuve de la pertinence du choix de la formule de Presse Communautaire, eu égard aux nombreuses réactions des ruraux et désormais de certains groupes de citoyens. La Radio, avec laquelle existe déjà une collaboration positive, peut contribuer davantage à la promotion de cette Presse dont les multiples courriers de lecteurs trouvent dans le canal de Kibaru à l'Antenne un écho beaucoup plus vivant. Par ailleurs la question du recours à des termes non retenus par la recherche a donné lieu à un débat intéressant. Pour les communicateurs, l'important est d'arriver à se faire comprendre au mieux, tandis que les chercheurs qui défendent l'usage des concepts authentiques dénoncent la propension des communicateurs à la facilité. Il est apparu qu'une meilleure concertation entre communicateurs et chercheurs, ayant sans aucun doute, la même volonté de valorisation de nos langues, permettra de surmonter cet écueil.

Le Quatrième thème, présenté par Mme TRAORE Korotoumou KONFE portait sur la Problématique de l'éducation des filles dans le système formel. De la longueur des débats qui ont suivi cette communication, on peut déduire l'intérêt réel des participants pour le sujet. Il s'est surtout agi de l'expérience US-AID du 4^e projet de l'Education :

Les interrogations ont porté sur les objectifs de la scolarisation des filles, les attitudes parentales, l'attention spécifique à accorder à la question par les parties, les aspects institutionnels du projet d'éducation, la collaboration avec les structures d'appui logistique telles que la DNAFLA et le CESP A en exemple.

De larges explications furent données sur les principes, l'approche, la méthodologie et les activités concrètes du projet; notamment en matière de communication. Il est à retenir que la scolarisation des filles devra être expliquée et comprise par les parents comme un investissement. Ce qui, dans tous les cas

*

VSATD
EDWID

devrait contribuer à faire de la fille une femme qui s'assume et éventuellement une épouse modèle. Ce point de vue se heurte à l'idée de l'exploitation de l'attribut féminin considéré comme un placement qui doit produire intérêt. Cependant peut-on nier que la scolarisation de l'enfant, fille ou garçon, vise toujours, indépendamment des sexes, à le valoriser afin qu'il puisse servir, donc qu'on puisse en tirer parti, intérêt, profit. Ce qui n'en fait point une simple marchandise. Quant aux velléités d'une éducation de soumission de la fille, ce soupçon ne peut-être imputé à l'école plus qu'à l'environnement culturel avec lequel l'école est en obligation de composer en harmonie. Et dans ce contexte les inégalités dans la scolarisation des enfants des deux sexes demandent si besoin en était, une discrimination positive en faveur des filles afin de compenser le déséquilibre sévissant. Il sera question alors d'impliquer les éducateurs et de sensibiliser les parents pour une durabilité de scolarité, un maintien de raison des filles dans le circuit scolaire contre les différentes prétentions de retrait qui les menace. Par ailleurs, le manque de réflexion productive pour des solutions adaptées risque de nous amener de projet en projet...Sè, Gè projet éducation sans jamais aboutir. Il faut donc une collaboration poussée avec d'autres compétences pour garantir l'atteinte des objectifs. C'est ainsi que des initiatives de communication qui utilisent des formules incitatives ont cours et les supports médiatiques sont mis à contribution. Il a été regretté que cette mission publique ne mette pas à contribution d'autres structures publiques telles que la DNAFLA qui a une expertise certaine de réponse aux besoins communicationnels du projet.

La journée du mardi 27 Juillet fut consacrée à l'audition du reste des communications en plénière.

Le premier exposé, présenté par Bakary KEITA, portait sur l'idée d'école du village, promue par l'ONG américaine "Save the Children".

L'originalité de l'expérience fut constatée par l'ensemble des participants. Ce qui s'est traduit par un débat enthousiasmé, riche autant par les sollicitations d'amples informations, que les questions qui en découlent, mais aussi par les contributions à l'appui de cette initiative méconnue de nombre de participants. Les préoccupations étaient multiples, et elles concernent l'approche de "Save the Children", sa méthodologie, sa technicité, la validité de ses options, de ses outils, la pertinence de choix de la cible, son expérience en matière d'éducation des adultes, la flexibilité et l'ouverture des programmes et la capacité à communiquer de l'ONG.

Des réponses cohérentes et des suggestions à propos ont émaillé les échéances. Pour "Save" le principe de base est la

SME-TH
CHILDREN

responsabilisation de la communauté bénéficiaire. L'approche est la recherche d'un équilibre sinon de l'égalité dans la scolarisation des enfants des deux sexes (50% de part et d'autre) L'école du village implique les ruraux dans les investissements à faire et dans le support des charges de fonctionnement. Un groupe de leur choix servant d'interlocuteur pour l'ONG qui intervient essentiellement comme conseil et appui. La technicité est garantie par les consultations de structures spécialisées telles que l'IPN qui assiste le projet tant dans ses besoins d'expertise pédagogique que dans l'encadrement des formateurs. L'enseignement dispense les disciplines instrumentales de base et des disciplines professionnelles bien ciblées par rapport au milieu d'implantation.

SAVE ↓

Des structures annexes constituent le cadre privilégié de la formation pratique. La cible est ajustée en fonction des réalités du milieu où il faut tenir compte du rôle de la fille dans la communauté rurale pour éviter des désagréments. Dans tous les cas, les options de "Save" s'inscrivent dans le cadre d'une recherche-action dynamique de laquelle on pourra, en comparaison avec d'autres expériences, tirer des éléments de normalisation des choix. Le caractère formel de l'expertise IPN n'est pas une cloison, pour l'école du village, puisque cette structure a recours à des compétences dans le secteur non-formel, notamment la DNAFLA, pour formuler des réponses aux sollicitations de l'ONG, qui par ailleurs propose en premier ses choix, ses termes de référence. Toujours est-il que la collaboration avec le département de l'éducation est assez étroite pour assurer aux produits de l'école du village des ouvertures et des passerelles dans l'acquisition d'autres connaissances qui réleverait de la post-initiations. L'alphabétisation des adultes et celle des plus jeunes nécessite des initiatives de non retour à l'analphabétisme. Justement, la communication timide de "SAVE" devra prendre un coup de fouet des médias communautaires pour vulgariser et sensibiliser davantage les populations à une expérience qui mériterait bien d'être élargie. Dans la mesure où l'ONG permet le montage par les communautés d'un système de crédit, il y a lieu de réfléchir à en faire une caisse de crédit qui préfinance les besoins de fonds de roulement de l'école pour la faire récupérer ensuite, si l'expérience atteste que les crédits déjà octroyés sont effectivement remboursés. Toutes ces suggestions ont fait aboutir à la conclusion que l'école du village est un exemple de complémentarité avec l'effort des structures publiques, c'est pour cette raison qu'elle devra penser au tout village du Mali.

Le deuxième exposé de la journée, présenté par Mohamed COULIBALY de l'IMRAD, portait sur la Problématique de

l'éducation scolaire en milieu rural. Une communication mesurée qui a retenu l'attention des participants par la perspicacité descriptive d'une réalité économique connue de tous. La pertinence des problématiques identifiées fut soulignée. Un certain nombre de préoccupations ont été formulées. Elles touchent à la rareté des ressources, les implications de l'ajustement.

La relativisation de la solution de "Ruralisation", le soutien aux initiatives des médias, l'optique de l'intervention des médias.

Il est apparu qu'indépendamment de la remise en question de la gestion politique dans les choix prioritaires, que l'effort de rentabilité des ressources est une exigence qui s'impose à l'éducation. Il faut chercher à optimiser les résultats avec les disponibilités actuelles.

Par ailleurs, le souci d'intégrer l'école à son environnement peut souffrir d'autres expériences que la ruralisation qu'il faille, toutefois apprécier à bon escient. Dans tous les cas la revue de la place et du rôle de l'Etat face à la demande globale d'éducation est impérative.

Le troisième exposé, présenté par Ahmadou SANKARE, portait sur la Communication Enfants-Parents : (l'expérience de Walia). Ce thème a suscité un intérêt singulier chez les participants qui n'ont pas tari en question. Après des commentaires fort à propos de l'animateur de la publication du même titre Walia, les préoccupations de l'assistance ont été formulées. Comment sont recrutés les animateurs ? Quels supports utilisent-ils ? Le choix de la cible, sa structure, son rendement ? Pourquoi avoir choisi les créneaux non-formels au lieu du formel ? Comment communique-t-on en dehors du bulletin ?

De nombreuses questions qui ont reçu des réponses satisfaisantes. L'expérience à beaucoup d'originalité, mais elle semble handicapée par le manque de ressources. Les animateurs du projet ont une formation professionnelle. Les séances d'animation profitent de l'assistance d'enseignants qui sont en même temps librement choisis comme curateurs des Clubs d'initiative, volontairement constitués par les jeunes scolaires. Même si le projet ne s'inscrit pas dans le cadre du programme régulier de l'école, il y trouve son cadre d'exercice et d'animation. Il a été regretté l'absence de critères d'évaluation du projet. L'autonomisation souhaitée de la structure pourra-t-elle venir à bout des multiples questions que soulève cette expérience ? La communication au sein des groupes pourra toutefois se réaliser avec tous les médiums sans exclusive.

Le thème suivant, présenté par M. Cheickna CISSE de l'ORTM, portait sur la Radio Rurale du Mali. Pour raison de commodité, l'expérience de la Radio Rurale de Kayes a été entendue sous

forme de contribution de Fily KEITA, en enrichissement du sujet. Un exposé synthétique remarquable qui a beaucoup édifié les participants. Les questions furent nombreuses et l'animateur fut forfaitaire d'y répondre. Les questions ont porté sur les compétences de traductions des préoccupations rurales par le médium, l'évolution vers la radio communautaire, les disponibilités de collaboration de la Radio Rurale, le degré de technicité, et les relations avec d'autres initiatives de société de programmes. Des précisions et des réponses fournies ont été apportées à l'ensemble de ces préoccupations. Il est apparu que la Radio Rurale à travers des missions au village des équipes sur le terrain produit des émissions qui sont inspirées par le dialogue avec les ruraux, l'écoute du monde paysan. Ces émissions ont une haute portée éducative donc contribuent à la formation des ruraux, à l'éducation, la sensibilisation parmi les multiples attributions du média. Les radios communautaires sont en chantier et impliquent des partenaires extérieurs pourvoyeurs de fonds. La Radio Rurale a une collaboration limitée avec les autres sources de programmes. Toutefois, elle est ouverte à la collaboration. Elle souhaite avoir des partenaires qui lui garantissent une production continue, lui permettant de mieux répondre aux besoins de son public. La coopération pourra éventuellement s'élargir avec la DNAFLA, le CESSPA et la DIPRESCOM. Au nom de cette complémentarité elle pourra offrir des prestations de formation aux demandeurs dans le domaine où elle dispose de compétence confirmée. La Radio Rurale du Mali ne peut qu'apprécier la multiplication des espaces d'expression par voie d'onde autant qu'elle continue à la proximité des populations et du média.

Le quatrième exposé présenté par M. Abou DIARRA de l'IPN, portait sur l'utilisation des langues nationales dans l'enseignement formel. Un sujet passionnant qui a suscité de nombreuses réflexions allant des compétences à la volonté politique.

Les questions soulevées touchent à la capacité de nos langues de servir de véhicules de savoir scientifique et technique en environnement de haute technologie, les critères de choix des recrues de l'école expérimentale, l'attitude du politique, la révision des attitudes, la capacité des techniciens de formuler des alternatives.

Des réponses et des interpellations mais aussi des suggestions ont composé la dynamique d'une réflexion conséquente à poursuivre pour une meilleure définition des politiques linguistiques. Ici il n'y a pas de solution toute faite. Ne faut-il pas repenser l'éducation de Base dans le sens d'un bilinguisme fonctionnel ? Les expériences en cours, dont celle de "SAVIE the

USAID BRP
PILOT PROJECT
1991-92

Children", véritable laboratoire, doivent nous permettre de tester nos projections à la lumière d'une recherche à développer pour créer un effet d'entraînement qui bénéficie à d'autres structures. Le tout visant l'identification des paramètres du point d'inflexion de la fonction linguistique autorisant la passerelle intégration des expériences particulières à la dynamique du savoir universel, loin des schémas de transfert. Il faut une volonté, mieux un courage politique.

Le dernier exposé, présenté par Bréhima DOUMBIA, de l'Enseignement Supérieur portait sur les technologies et médias au service de l'Education de Base.

Cette communication fouillée, très éclectique a suscité peu de débat. Non qu'elle ne fut d'un quelconque intérêt, mais plutôt que l'objectif visé était d'outiller les participants surtout les éducateurs d'éléments d'approche de la fonction communicationnelle.

Un exposé qui aura le mérite de fournir une typologie de référence des technologies et médias éducationnels. Cependant la communication pose une problématique fondamentale : Faut-il ou non casser un système éducatif incohérent, inadapté, incapable de réponses satisfaisantes à la demande sociale croissante d'éducation? Les réactions sont mitigées pour le bonheur de la réflexion.

?